

du Canada, pendant toute cette grave période qui a précédé le mois de septembre 1939 ? Se trouvait-elle au Canada, ou bien où nous l'apercevons aujourd'hui, là où nous sommes aux prises avec ces monstres d'Éphèse pour la préservation de notre liberté ? Nous n'avons jamais eu plus d'une ligne de défense ; notre première et unique ligne de défense a été la marine britannique, et nous avons à remercier sincèrement la Providence de nous avoir muni d'une défense qui ne nous a coûté aucun dollar et aucun homme. Il faut des heures sombres comme celles par lesquelles nous passons pour nous rappeler cette grande vérité. Comme l'a si bien dit vendredi dernier l'honorable représentant de Vancouver-Nord (M. Sinclair), aux périodes normales nous acceptons volontiers les privilèges qui accompagnent la qualité de sujets britanniques, et il faut des moments critiques et graves comme ceux que nous vivons actuellement pour nous faire comprendre l'importance de ces mêmes privilèges et nous aider à reconnaître que durant ces nombreuses années le gouvernement britannique nous a procuré notre première ligne de défense. Le Canada ne pourrait se défendre même contre le royaume de Siam. N'allons pas donner dans l'erreur. Pourquoi tant discuter sur la défense du Canada ? Pourquoi, sincères avec nous-mêmes et avec la population canadienne, refuser d'admettre que notre propre défense est intimement liée à celle de l'Empire britannique et de nos vaillants alliés ? C'est la seule défense qui compte à l'heure actuelle, alors que nos libertés et notre civilisation elle-même sont en jeu ; mais nous n'avons rien fait pour aider.

D'où sont toujours venues les menaces à la sécurité du Canada ? Du sud ? Mais depuis plus de cent ans, depuis même le traité de Rush-Bagot, la frontière internationale n'est fortifiée d'aucun fort, d'aucun canon, d'aucun navire. Le dominion du Canada comme la république voisine peuvent échanger des compliments sur ce point. Nos amis du sud ne nous menacent point et ne nous ont jamais menacés. Tout au contraire, dans la ville de Kingston, le 1er juillet 1938, le président de la grande république américaine nous a offert, en présence du premier ministre du Canada, de nous abriter sous les ailes des États-Unis et de nous défendre contre toute attaque étrangère. Je n'entretiens pas l'intention de m'élever le moins du monde cet après-midi contre la bienveillance du président des États-Unis ; toute parole dans ce sens, prononcée par moi-même ou par quiconque paraîtrait non seulement inopportune mais encore malavisée, parce que je prise hautement les sentiments d'amitié et de bienveillance qu'entretient cette république non seulement

à notre endroit mais encore à l'endroit de la métropole et de nos alliés, en espérant que ces sentiments dépassent les bornes de la bienveillance. Mais quelles que puissent être les décisions des États-Unis sur ce point, il leur appartient, et à eux seuls, de les prendre. Je me demande toutefois s'il existe un seul Canadien fier de son titre, dans cette Chambre ou au pays, qui voudrait faire reposer quelque jour la sécurité nationale du Canada sur le gouvernement des États-Unis. Certes, si nous sommes une nation, la fierté nationale exigera bien plus que cela. Je ne suis ni prophète ni fils de prophète, mais si jamais nous sommes réduits à nous abriter sous le drapeau étoilé, ce jour-là nous descendrons de nos hampes le Union Jack et pour jamais.

Non, nous n'avons, je pense, aucun ennemi à craindre du sud. Quels ennemis peuvent donc nous venir de l'ouest ? L'avenir nous en réserve peut-être de ce côté-là. Pour être bref, je suis d'avis que cet ennemi éventuel est si occupé à consolider les gains qu'il a faits en Chine qu'il cesse en réalité d'être un danger pour le Canada. Nous n'avons certainement rien à craindre du côté nord. Notre ennemi n'est donc que dans l'Est, parmi les dictateurs de l'Europe. Alors le simple bon sens ne nous montre-t-il pas, qu'au lieu de construire des plateformes, des terrassements et des forts au Canada, nous devrions aider autant que possible la mère patrie et nos alliés dans le terrible conflit qui fait rage ? Voilà mon opinion, et je crois que c'est la conduite sensée à tenir. A titre de Canadien soucieux de sa dignité, je pense que c'est ce que le pays aurait dû faire.

Le discours du trône contient certaines déclarations au sujet de notre collaboration avec la mère patrie. Je parlerai de cela plus tard, mais avant de l'oublier je prie le très honorable premier ministre de déposer sur le bureau, si elle existe par écrit, la preuve montrant que ce ministère a collaboré avec le gouvernement britannique. Le peuple canadien, je crois, tient à connaître la mesure de coopération du Gouvernement canadien demandée par le gouvernement anglais, le cas échéant, et quelle a été la collaboration du Gouvernement avant et depuis la déclaration des hostilités. Je comprends parfaitement qu'il est certains messages confidentiels que le premier ministre ne peut communiquer à la Chambre, mais je lui dirai que les Canadiens tiennent à être renseignés exactement sur la situation. Je l'invite donc à déposer la preuve à ce sujet.

Le signe le plus évident, je le crains, du manque de collaboration, se constate dans le domaine de la défense aérienne. La défense aérienne me fournit la meilleure preuve de ce que je crains être un manque de colla-